

Le Conseil d'État pose des limites à la liberté d'expression des représentants du personnel de la fonction publique

Dans une décision du 27 janvier, le Conseil d'État juge que des propos ou un comportement agressif de la part d'un agent représentant du personnel peuvent justifier une sanction disciplinaire. En l'occurrence, une exclusion temporaire de fonctions dans l'affaire jugée.

La liberté d'expression des représentants syndicaux de la fonction publique n'est pas sans limites. C'est ce que vient de rappeler le Conseil d'État dans une décision datée du 27 janvier, où il juge que des propos ou un comportement agressifs de la part d'un agent représentant du personnel peuvent justifier une sanction disciplinaire.

“Si les agents publics qui exercent des fonctions syndicales bénéficient de la liberté d'expression particulière qu'exigent l'exercice de leur mandat et la défense des intérêts des personnels qu'ils représentent, cette liberté doit être conciliée avec le respect de leurs obligations déontologiques, explique le Palais-Royal dans sa décision. En particulier, des propos ou un comportement agressifs à l'égard d'un supérieur hiérarchique ou d'un autre agent sont susceptibles, alors même qu'ils ne seraient pas constitutifs d'une infraction pénale, d'avoir le caractère d'une faute de nature à justifier une sanction disciplinaire.”

Exclusion temporaire de fonctions en jugement

L'affaire jugée par le Conseil d'État portait sur un pourvoi formulé par une adjointe administrative employée par la commune de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), représentante au comité technique, ayant fait l'objet en 2015 d'une exclusion temporaire de fonctions de deux jours.

Celle-ci avait demandé au tribunal administratif de Cergy-Pontoise d'annuler la décision prise par le maire de sa commune. Une demande rejetée par un jugement d'octobre 2016. Par un arrêt d'octobre de 2018, la cour administrative d'appel de Versailles avait ensuite rejeté son appel. Un arrêt contre lequel elle s'est donc pourvue en cassation devant le Conseil d'État.

Comportement et propos “irrespectueux et agressifs”

La cour avait notamment relevé que, au cours d'une réunion du comité technique de Beaumont-sur-Oise, l'adjointe administrative “avait eu un comportement et tenu des propos particulièrement irrespectueux et agressifs” à l'égard de la directrice générale des services, présente en qualité d'experte.

Selon le jugement du tribunal administratif, consulté par Acteurs publics, il ressort précisément du compte-rendu du comité technique que, dès l'ouverture de la séance, la représentante du personnel a "adopté une attitude d'opposition de principe à la présence de la directrice générale des services, s'exprimant de manière véhémement, par une agressivité ad hominem". Une "attitude désobligeante et irrespectueuse" également dénoncée par un autre représentant du personnel, appartenant au même syndicat que l'intéressée.

"L'ensemble des témoignages des participants à cette réunion sont unanimes à considérer que les débats ont été sérieusement perturbés par le comportement agressif de Mme X, lequel a finalement incité la directrice générale des services à quitter la séance à la suite d'une ultime admonestation de la part de l'intéressée", précise le jugement.

Manquement au devoir de réserve

Son attitude, poursuivait le tribunal administratif dans son jugement de 2016, "a excédé, par son caractère outrancier et en l'absence de tout lien avec la défense des intérêts professionnels, les limites que les fonctionnaires et leurs organisations syndicales doivent respecter en raison de la réserve à laquelle ils sont tenus à l'égard des autorités publiques". Et de juger que le maire de la commune de Beaumont-sur-Oise était fondé à prendre à son égard une sanction disciplinaire en raison du manquement à ce devoir de réserve.

Une appréciation confirmée par le Conseil d'État, qui estime que la cour administrative d'appel de Versailles n'a pas commis d'erreur de droit, "en jugeant que ces propos et ce comportement étaient susceptibles de justifier, même s'ils étaient le fait d'une représentante du personnel dans le cadre de l'exercice de son mandat et alors même qu'ils ne caractériseraient pas une infraction pénale, une sanction disciplinaire". D'où le rejet du pourvoi de l'adjointe administrative.

Article Acteurs Publics du 4 février 2020

Conseil d'État

N° 426569

ECLI:FR:CECHR:2020:426569.20200127

Mentionné aux tables du recueil Lebon

7ème - 2ème chambres réunies

M. Marc Firoud, rapporteur

M. Gilles Pellissier, rapporteur public

HAAS ; SCP THOUIN-PALAT, BOUCARD, avocats

Lecture du lundi 27 janvier 2020



REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Vu la procédure suivante :

Mme B... A... a demandé au tribunal administratif de Cergy-Pontoise d'annuler l'arrêté du 7 avril 2015 du maire de Beaumont-sur-Oise prononçant son exclusion temporaire pour une durée de deux jours. Par un jugement n° 1504136 du 11 octobre 2016, ce tribunal a rejeté sa demande.

Par un arrêt n° 16VE03117 du 25 octobre 2018, la cour administrative d'appel de Versailles a rejeté l'appel formé par Mme A... contre ce jugement.

Par un pourvoi sommaire et un mémoire complémentaire, enregistrés les 26 décembre 2018 et 27 mars 2019 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, Mme A... demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler cet arrêt ;

2°) réglant l'affaire au fond, de faire droit à son appel ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Beaumont-sur-Oise la somme de 3 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ;
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 ;
- le code de justice administrative.

Après avoir entendu en séance publique

- le rapport de M. Marc Firoud, maître des requêtes en service extraordinaire,
- les conclusions de M. Gilles Pellissier, rapporteur public ;

La parole ayant été donnée, avant et après les conclusions, à Me Haas, avocat de Mme A... et à la SCP Thouin-Palat, Boucard, avocat de la commune de Beaumont-sur-Oise ;

Considérant ce qui suit

1. Il ressort des pièces du dossier soumis aux juges du fond que Mme A..., adjointe administrative territoriale de 2ème classe employée par la commune de Beaumont-sur-Oise, représentante du personnel au comité technique, a demandé au tribunal administratif de Cergy-Pontoise d'annuler la décision prise, le 7 avril 2015, par le maire de Beaumont-sur-Oise, prononçant à son encontre la sanction d'exclusion temporaire de fonctions de deux jours. Par un jugement du 11 octobre 2016, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande. Par un arrêt du 25 octobre 2018, contre lequel elle se pourvoit en cassation, la cour administrative d'appel de Versailles a rejeté son appel.

2. Si les agents publics qui exercent des fonctions syndicales bénéficient de la liberté d'expression particulière qu'exigent l'exercice de leur mandat et la défense des intérêts des personnels qu'ils représentent, cette liberté doit être conciliée avec le respect de leurs obligations déontologiques. En particulier, des propos ou un comportement agressifs à l'égard d'un supérieur hiérarchique ou d'un autre agent sont susceptibles, alors même qu'ils ne seraient pas constitutifs d'une infraction pénale, d'avoir le caractère d'une faute de nature à justifier une sanction disciplinaire.

3. La cour a relevé que, au cours d'une réunion du comité technique de la commune de Beaumont-sur-Oise, Mme A... avait eu un comportement et tenu des propos particulièrement irrespectueux et agressifs à l'égard la directrice générale des services, présente en qualité d'experte. Il résulte de ce qui a été dit ci-dessus qu'en jugeant que ces propos et ce comportement étaient susceptibles de justifier, même s'ils étaient le fait d'une représentante du personnel dans le cadre de l'exercice de son mandat et alors même qu'ils ne caractériseraient pas une infraction pénale, une sanction disciplinaire, la cour n'a pas commis d'erreur de droit.

4. Par ailleurs, en retenant l'existence, dans les circonstances de l'espèce qui lui était soumise, d'une faute de nature à justifier une sanction disciplinaire, la cour, dont l'arrêt est suffisamment motivé, n'a pas commis d'erreur de qualification juridique des faits.

5. Il résulte de ce qui précède que Mme A... n'est pas fondée à demander l'annulation de l'arrêt qu'elle attaque.

6. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'une somme soit mise à ce titre à la charge de la commune de Beaumont-sur-Oise qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions présentées par la commune au titre des mêmes dispositions.

DECIDE :

Article 1er : Le pourvoi de Mme A... est rejeté.

Article 2 : Les conclusions de la commune de Beaumont-sur-Oise présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à Mme B... A... et à la commune de Beaumont-sur-Oise

